

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard

8 mai 2023 - 1 €

N° 30

Sacre

Le sacre de Charles III aurait coûté 100 millions de livres aux contribuables britanniques. Mais, si on écoute certains commentateurs de la cérémonie, les retombées attendues en termes de chiffre d'affaires pour le pays atteindraient 9,5 milliards d'euros, dont au moins 1,5 milliard imputable aux seuls touristes supplémentaires ces derniers jours. Difficile de s'y retrouver dans la liste vertigineuse des chiffres avancés, pour remplir le temps d'antenne tandis que le carrosse royal avance, sur moins de deux kilomètres, entre le palais de Buckingham et l'abbaye de Westminster, et dans la liesse populaire. Une chose est certaine, l'événement pèse son poids économique, autant que médiatique (plusieurs centaines de millions de téléspectateurs – dont neuf millions en France, c'est-à-dire plus que pour les obsèques de la reine Élisabeth, et 14 millions de Britanniques –, d'ailleurs bien peu de grandes chaînes de TV du monde, aucune chaîne d'information en continu n'ont pris le risque de présenter un programme alternatif) et symbolique.

C'est là le point le plus difficile pour un commentateur, français notamment. Ne sommes-nous pas habitués à élire un fort en thème, ou au moins un beau parleur, un séducteur... comme président de notre République? Com-

ment pourrions-nous comprendre qu'en Grande-Bretagne, le chef de l'État ne doit sa place qu'à sa simple naissance? Si bien qu'on a, pour représenter la nation, un personnage des plus ordinaires – si j'ose dire: comme vous et moi – sans mérites particuliers, sans diplômes prestigieux... Le roi Charles n'a pas eu une vie familiale exemplaire. Ses oreilles décollées font la joie des caricaturistes.

Enfin, chose extraordinaire pour nos manifestants actuels – contre la retraite à 64 ans –, ce brave homme commence son job à 74 ans. Et on sait que, pour n'être que protocolaire, la fonction est harassante. Chaque année c'est un nombre incalculable de kilomètres parcourus, des dizaines de milliers de mains serrées, sans compter les courbettes, les saluts, les bons mots toujours répétés,

les discours usés jusqu'à la corde, les sourires obligatoires...

À part dire, à la Obélix, « *Ils sont fous ces Anglais!* », que pourrions-nous ajouter? En Écosse le Premier ministre est musulman... et indépendantiste. À Londres, le Premier ministre est hindou et représentant d'un Parti conservateur qui a précipité le pays dans la politique aventureuse du



■ **Russie** : Le 3 mai en soirée deux petits drones se sont écrasés sur le dôme du Sénat au Kremlin sans faire de véritables dégâts. Les autorités russes accusent les Américains d'avoir commandité une tentative d'assassinat du président Poutine. Ces derniers parlent d'un montage destiné à justifier un accroissement des bombardements sur l'Ukraine. L'écrivain Zakhar Prilépine, 47 ans, soutien du régime russe, a été blessé dans l'exposition de sa voiture à Nijni Novgorod le 5 mai (son chauffeur a été tué). Un suspect a été arrêté par la police.

■ **Ukraine** : Le président Zelensky s'est rendu à La Haye, le 4 mai. Il a été reçu par le roi Willem-Alexander, puis au Sénat et a prononcé un discours devant la Cour pénale internationale qui a récemment inculpé le président Poutine de crime contre l'humanité.

■ **Santé** : Le 4 mai, l'OMS a levé son alerte maximale sur la pandémie de covid 19, qui avait été décrétée en janvier 2020. Son directeur, l'Éthiopien Tedros Adhanom Ghebreyesus, a estimé qu'elle a fait au moins 20 millions de morts. Ses origines chinoises n'ont pas été élucidées faute d'enquête transparente à Wuhan.

■ **Canada** : L'État d'Alberta est ravagé par plus de cent feux de forêts. Le 6 mai, 20 localités, environ 25 000 personnes, avaient été évacuées.

■ **Syrie** : Les ministres arabes des Affaires étrangères ont réintégré la Syrie dans la Ligue arabe le 7 mai. Elle en avait été exclue en 2011. Le président Assad pourrait donc assister au sommet des chefs d'État arabes à Jeddah, en Arabie saoudite, le 19 mai.

■ **Turquie** : Les élections générales turques ont lieu le 14 mai. Recep Tayyip Erdogan, 69 ans, ne doute pas de rester au pouvoir pour les 5 prochaines années malgré un bilan économique et social catastrophique.

■ **RDC** : Des pluies diluviennes les 5 et 6 mai ont provoqué la mort de plus de 500 personnes, notamment dans des

Brexit, dont on ne voit guère arriver les fruits promis. Sa seule chance est que son opposition de gauche n'est manifestement pas prête à gouverner. Alors, peut-être qu'avoir un roi en ces circonstances, ce n'est pas si mauvais pour le moral d'un Britannique moyen et pour le rassurer sur l'avenir d'une nation millénaire ? Peut-être que les Français devraient se poser des questions sur leur propre passé et donc leur propre avenir, avant de s'esbaudir, voire se scandaliser, parce que l'archevêque de Cantorbéry a demandé au peuple de « *faire allégeance à son roi* », au lieu que ce soit l'inverse ? Est-ce que la Grande-Bretagne aurait des leçons de démocratie parlementaire à recevoir du reste du monde, et de la France en particulier ? Historiquement, c'est plus que discutable.

Frédéric Aimard

Sacre

Du 5 au 8 mai, les Britanniques ont dépensé sans compter : entre pintes de bière, bibelots divers et variés à l'effigie du roi, tartes et quiches, ils ont fait la fête sans trop penser aux lendemains qui déchantent. L'événement intervient au pire moment, au creux de la vague, avec un taux d'inflation record en Europe, une situation budgétaire critique, des mouvements sociaux, une classe politique déchirée et contestée.

Qu'y peut le roi ? Certains avaient pensé qu'une célébration plus modeste s'imposait au milieu de tant de difficultés. N'allait-on pas se scandaliser de la facture des festivités estimée à une centaine de

millions de £ ? Charles a au contraire maintenu un certain faste. Il a eu raison. Un couronnement au rabais aurait encore plus démoralisé les braves sujets de Sa Majesté. Un peu de brillant, un grain de fantaisie, une sortie de l'ordinaire, réconfortent le cœur même le plus déprimé.

La situation n'était pas plus réconfortante en 1953. On était à peine sorti de la guerre et le rationnement des produits de base était toujours en place. Le couronnement avait alors agi comme un contre-choc. On déroulait des tapis sur la boue, on recouvrait de voiles les ruines, on raccommodait les vieux habits, on faisait semblant d'y croire. Et cela a fonctionné soixante-dix ans !

Il est plus difficile de déceler aujourd'hui le message transmis par le sacre. Jamais le nombre de sans religion n'a été aussi élevé : 37 % contre 46 % qui se reconnaissent encore chrétiens, outre 10 % de musulmans, hindous, sikhs ou bouddhistes héritiers de l'Empire. Un sondage effectué le 25 avril recense encore 58 % de partisans de la monarchie contre 26 % qui préféreraient un chef d'État élu. Ces pourcentages sont inversés pour la catégorie des 18-24 ans qui ne sont que 32 % en faveur de la monarchie contre 38 % pour une élection. Point d'antipathie ouverte mais un décrochage par rapport à l'époque, en dépit des efforts du Palais pour refléter la société dans sa diversité.

Les derniers dominions ou ex-colonies qui reconnaissent encore le roi d'Angleterre pour souverain, largement fictif, encore au nombre de quinze, songent

à proclamer la République : Australie, Nouvelle-Zélande, Jamaïque, Belize. Le roi ne devrait plus régner que sur quelques territoires exotiques et le Canada – ce dernier pour des raisons d'unité nationale.

Charles, à 74 ans, est le plus âgé à être couronné. Chaque année comptera lourd à partir de maintenant. Peut-être aura-t-on assisté au dernier sacre d'un roi. Il est le seul des huit monarques constitutionnels européens à être encore sacré.

Dominique Decherf

Tout faux !

Le Conseil scolaire du district catholique de Dufferin-Peel, dans l'Ontario a publié une déclaration à l'intention de son personnel à propos de l'intronisation de Charles III — lequel est aussi le souverain, entre autres, du Canada. Affichant tout de suite la couleur, il a expliqué qu'il s'agissait de créer « des espaces sûrs qui tiennent compte des traumatismes et qui soient ancrés dans l'empathie ».

La note de service du Conseil précise qu'il faut « *accroître la sensibilisation du personnel et ses capacités nécessaires pour faire face aux impacts de la colonisation* », tant il paraît évident que les élèves ne « célébreront » ou n'« honoreront » pas tous le nouveau roi. Pour ce faire, il convient de parler « *d'autres événements importants survenus au même moment* ». Afin de respecter les « *identités* » et les « *expériences vécues* », il ne faudra pas oublier qu'« *un point de vue n'est pas valorisé par rapport à*

un autre ».

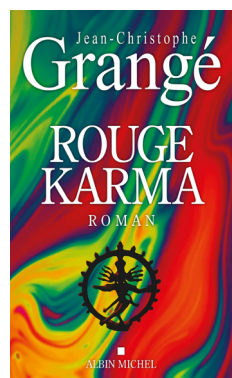
On ne sait pas comment le civisme – ou, pour employer la *novlangue*, « l'éducation à la citoyenneté » – est compris là-bas, mais il semble que ces responsables catholiques ne soient pas sensibles à la communauté nationale mais qu'ils préfèrent découper en tranches leurs élèves selon leurs origines culturelles. En outre, cela s'oppose totalement à la vision de Charles III, soucieux de faire vivre ensemble des peuples de plus en plus divers. Pour lui, qui a voulu être sacré, la référence au christianisme demeure primordiale.

Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas que les progressistes chrétiens partagent avec les tenants de l'idéologie woke le souci de ne pas mettre en avant la foi qui constitue la base de l'enseignement catholique. D'ailleurs, les membres du Conseil scolaire du district catholique tout proche de Waterloo ont refusé d'intervenir à propos des tweets antichrétiens d'une personne du conseil d'administration. On a ainsi l'impression que les uns et les autres ont tout faux sur les valeurs chrétiennes.

Précis

Meloni courisée par Sunak

Une demi-année après son arrivée au pouvoir, Giorgia Meloni mène avec succès ses efforts de normalisation sur la scène internationale, la nationale lui étant déjà acquise. Le chef du gouvernement italien rejette ainsi l'étiquette



THRILLER

Sous les pavés, l'enfer

Comme d'habitude, Jean-Christophe Grangé excelle à montrer l'horreur et son nouveau thriller ne fait pas exception. Paris, mai 1968. Étudiants et policiers s'affrontent, pavés contre gaz lacrymogènes. Le Quartier latin est dévasté et la Sorbonne occupée. Dans ce chaos, voyous et détraqués ont le champ libre. Suzanne, une étudiante d'extrême gauche adepte des religions orientales, est tuée. Son assassin s'est acharné sur son corps et l'a laissée pendue par le pied, en position du lotus. L'inspecteur de police Jean-Louis Mersch, ancien de la guerre d'Algérie, enquête avec Hervé et Nicole, deux amis de la victime. La piste du meurtrier les porte en Inde, dans les bas-fonds de Calcutta et de Bénarès.

« Rouge Karma », Jean-Christophe Grangé, Albin Michel, 580 p., 23,90 €.

ROMAN HISTORIQUE

Le monde des marais

Poppée Dupuybel a treize ans quand elle doit quitter Paris pour Niort. Elle part avec ses parents et Marianne, sa gouvernante qui ne badine pas avec la discipline. Sous le Second Em-



pire, le pays se modernise. Son père, un ingénieur des Ponts et Chaussées, a reçu mission d'assainir le Marais poitevin et d'en faire une voie de circulation. En secret, elle se lie d'amitié avec Tino et Lili, deux maraîchers, qui l'initient au monde merveilleux des canaux et des villages que l'on rejoint en gabare.

Un soir, la fillette oublie de rentrer. Les représailles ne se font pas attendre : Marianne est congédiée, Poppée entre au couvent. Des années plus tard, les deux femmes se retrouvent, le temps du règlement de compte arrive. Corinne Javelaud raconte un monde en pleine évolution à travers les yeux d'une fillette éprise de liberté.

« Les Fantômes de Marianne », Corinne Javelaud, Calmann-Lévy, coll. territoires, 264 p., 19,90 €.

JUSTICE

Affaires criminelles

Comment un fait divers se mue-t-il en affaire criminelle amplifiée par les médias ? Alliant données judiciaires, psychanalytiques et historiques, Emmanuel et Mathias Roux, frères et philosophes, ont cherché à comprendre pourquoi certains crimes tiennent en haleine le public parfois pendant des années. Des sœurs Papin à Jonathan Daval en passant



par la tuerie du Grand-Bornand, ils montrent combien la personnalité du criminel (dissimulation, caractère retors et sauvagerie) fascine parce que souvent elle renvoie aux pires fantasmes qui agitent chacun d'entre nous et aux mythes qui nourrissent notre imaginaire.

« Le goût du crime », Emmanuel Roux et Mathias Roux, Actes Sud, 248 p., 23,50 €.

REVUE

Mammifères

6514, c'est le nombre d'espèces de mammifères recensées de nos jours. En 200 millions d'années, les créatures frêles et poilues ont évolué jusqu'à peupler la Terre. Elles ont survécu à une extinction massive, à l'appétit des dinosaures et à un énorme astéroïde. *Science & Vie* décrit leur intelligence et leur capacité d'adaptation.

Autres thèmes abordés : les extractions sous-marines, la médecine esthétique et les jeunes, les lunes glacées de Jupiter, l'Égypte ancienne et la momification, la beauté des mathématiques, les carburants synthétiques...

« Comment les mammifères ont conquis le monde », *Science & Vie*, mai 2023, 4,90 €. En kiosque.

Catherine PAUCHET

glissements de terrain, dans le Sud-Kiwu.

■ **Iran** : Deux nouveaux prisonniers politiques, Youset Mehrad et Sarollah Fazeli Zare, ont été pendus pour « blasphème » le 8 mai dans la prison d'Arak (province de Markazi). En 2022, on a recensé 582 pendaisons officielles en Iran (en augmentation de 75 % par rapport à l'année précédente.) 2023 devrait être beaucoup plus terrible et rejoindra peut-être le record de 2015 (972 exécutions annoncées). L'Iran est le second pays de la planète, après la Chine, pour le nombre des exécutions capitales.

« *post-fasciste* » dont la presse française continue à la qualifier. En outre, d'une manière imprévue pour le ministre français de l'Intérieur, l'affront que lui a infligé le 4 mai Gérald Darmanin va certainement lui bénéficier. D'abord parce qu'elle n'a pas l'habitude d'être stigmatisée comme « incapable de régler les problèmes migratoires ». Mais aussi parce que toute la classe politique l'a soutenue, le ministre des Affaires étrangères annulant même un déplacement à Paris tandis qu'elle-même laissait entendre qu'elle pourrait reporter sa visite prévue dans un mois ; pour l'opinion publique italienne, les Français se sont révélés une fois de plus « arrogants », « hypocrites » et « donneurs de leçons ». Rétorsion ou hasard du calendrier, le gouvernement italien vient de mettre à la retraite les administrateurs des théâtres lyriques âgés d'au moins 70 ans, mesure concernant seulement deux Français, à Naples et à Milan.

Sur le fond, il apparaît incontestable que l'Italie subit une crise non seulement migratoire mais démo-

graphique – ce qui pourrait amener à y parler de « *grand remplacement* ». Il y a un véritable « *hiver démographique* » avec des niveaux de plus en plus élevés d'excédent des décès. Ensuite, l'afflux migratoire sur les côtes italiennes se révèle sans précédent, d'où l'état d'urgence proclamé à la mi-avril : à Pâques, le chiffre des migrants avait crû de 300 % par rapport à 2022 et on prévoit l'arrivée prochaine de 400 000 à 1 million de nouveaux clandestins, en fonction de l'évolution de la Tunisie.

La France ne semble guère vouloir aider sa voisine, ne tentant que de barricader les Alpes-Maritimes. Malgré le traité du Quirinal signé en 2021 pour une « coopération renforcée », Giorgia Meloni se sent rejetée par Emmanuel Macron. Du coup, elle se tourne vers Rishi Sunak pour lutter contre l'immigration clandestine. L'ancien banquier d'affaires venu de la diversité s'entend très bien avec l'autodidacte issue d'un quartier populaire romain. Leur atlantisme eurosceptique réunit ainsi la droite populiste de l'Italienne et le conservatisme policé du Britannique.

Enfin, contrairement aux déclarations de Gérald Darmanin, Giorgia Meloni et ses ministres des Affaires étrangères, Antonio Tajani, et de l'Intérieur, Matteo Piantadosi, ont entrepris une intense activité diplomatique en Afrique du Nord, y compris en Libye, afin de négocier le rapatriement des migrants. Par ailleurs, elle entend s'inspirer des modèles restrictifs danois et britannique. Outre le contrôle des entrées, elle vise à faire étudier les demandes d'asile directement

en Afrique, ce qui devrait réduire drastiquement le pouvoir d'attraction de l'Europe.

Jean-Gabriel Delacour

Le rêve d'Icare,

L'homme a toujours voulu faire comme les oiseaux : voler dans les airs. Le mythe grec d'Icare rappelle que l'on pouvait même se brûler les ailes au soleil en tentant d'imiter leur vol. Il a fallu attendre 1783, le 21 novembre, à 11 heures depuis Paris, pour que l'homme dépasse le sommet des cathédrales qui étaient à l'époque les plus hauts bâtiments. Le premier commandant de bord en est le Lorrain, né à Metz, Jean-François Pilâtre de Rozier (1754-1785) accompagné du Marquis d'Arlandes.

En 2023, on fête donc les 240 ans du premier vol humain à bord d'une machine conçue par les frères ardéchois Étienne et Joseph de Montgolfier, famille anoblie par Louis XVI en remerciement de leur invention qui porte leur nom.

C'est ainsi que la 18e édition du Grand Est Mondial Air Ballons (#GEMAB

23) va se dérouler du 21 au 30 juillet sur l'aérodrome de Chambley (Meurthe-et-Moselle) entre Metz, Nancy et Verdun. Trois mille pilotes et membres d'équipage, venus de toute la planète, vont se retrouver durant dix jours au cœur du Parc Naturel régional de Lorraine pour deux vols quotidiens. Un événement hors pair, conçu en 1989 pour célébrer le bicentenaire de la Révolution française et assurer le rayonnement d'une région Lorraine, alors victime d'une image dégradée avec la fermeture des usines liées au charbon et à l'acier et endeuillée par une longue restructuration militaire.

La montgolfière qui a disparu à l'issue de la Révolution française va renaître dans les années 1960 aux États-Unis. En quelques années elle a reconquis la planète et à ce jour plus de 12 000 pilotes dans le monde s'adonnent à cette discipline, poursuivant avec beaucoup d'innovation ce rêve de voguer dans les airs dans la direction et à la vitesse du vent. Le premier aéronef est donc un aérostat qui a ouvert la voie des airs et permis de conquérir l'espace.

Philippe Buron-Pilâtre



Premier vol habité à la Folie Tiron (Bois de Boulogne), le 19 octobre 1783.

Inflation

Le gouvernement est-il capable de mener efficacement la lutte contre l'inflation ? Il est permis d'en douter.

Dans l'entretien qu'il a accordé au Parisien le 23 avril, Emmanuel Macron n'a pas caché que « ça va être dur jusqu'à la fin de l'été » dans le domaine des prix alimentaires.

L'Institut national de la statistique (Insee) lui a donné partiellement raison dans une note récemment publiée. Dans le secteur alimentaire, les prix devraient augmenter trois fois plus vite (15,5 %) que l'indice général des prix à la consommation (5,4 %), au moins jusqu'au mois de juin. La baisse des prix de l'énergie est la seule bonne nouvelle pour notre pays qui subit les effets de la stagnation de l'activité économique. Cependant, l'Insee ajoute que le tassement de l'inflation prévu pendant l'été ne se prolongera pas nécessairement dans les derniers mois de l'année.

Face à ces hausses intolérables pour de très nombreux Français obligés de réduire fortement leurs achats, Emmanuel Macron recommande somme toute de s'armer de patience. Le ministre de l'Économie ne semble pas partager cette résignation. Début mai, Bruno Le Maire a fait part de sa volonté de « casser la spirale des prix inflationnistes » en prolongeant le trimestre anti-inflation au cours duquel les supermarchés se sont engagés à vendre le moins cher possible une série de produits. Ce n'est certes pas inutile mais on ne voit pas comment une opération qui n'a

pas cassé les prix au printemps serait plus efficace pendant l'été.

Conscient de la faiblesse de sa réaction, le gouvernement tente de convaincre la grande distribution de rouvrir des discussions avec les industriels pour faire baisser les prix alimentaires. La demande est pertinente puisque l'inflation n'est plus provoquée par le manque de produits et par le prix de l'énergie mais par la hausse des profits. Le problème, c'est que les industriels et les grands distributeurs ont fait savoir qu'une renégociation générale était hors de question.

Il semble que le gouvernement en soit réduit à masquer son impuissance par l'inflation des effets d'annonce.

Claudine Uzerche

Agriculture

Spécialiste de Raymond Aron et Alexis de Tocqueville, l'essayiste libéral Nicolas Baverez a lancé un cri d'alarme concernant la situation de notre agriculture dans *Le Figaro* du 8 mai. Il rappelle que le peu d'intérêt collectif porté depuis deux décennies à notre agriculture s'est heurté à une triple réalité perturbant ce secteur : la pandémie de Covid, la guerre en Ukraine et le réchauffement climatique.

Chiffres à l'appui, Baverez démontre qu'« au moment où la souveraineté alimentaire redevient décisive, [la France] découvre que son agriculture est sinistrée, à l'exception des céréales, relancées par la chute des exportations russes et ukrainiennes, ou des vins et spiritueux ». Il déplore la stagnation de la

valeur ajoutée de l'agriculture et souligne la « très faible attractivité du secteur ». Il faudrait d'ailleurs relativiser quant aux céréales, dont l'augmentation du prix de vente risque d'être absorbée par l'explosion du coût des engrais et fertilisants, et quant aux vins, puisqu'on sait que les régions du sud souffrent du réchauffement climatique, du manque d'eau et de la baisse de consommation du vin, et que dans les régions « prestigieuses » comme la Bourgogne et la Champagne, le prix du foncier crée de vrais problèmes, notamment quant à la transmission des exploitations...

Mais pour ce libéral convaincu, la difficulté provient d'abord du « handicap de compétitivité insurmontable » de nos exploitations, de la « hausse vertigineuse des coûts du travail et de la fiscalité », de « l'inflation des normes et la surtransposition des normes européennes », de « l'hostilité à l'innovation » et du « choix par l'État d'une stratégie malthusienne fondée sur le tout biologique ». Enfin, il pointe du doigt la stratégie européenne dite « de la ferme à la fourchette », prévoyant tout simplement une baisse significative de la production agricole.

Conclusion, pour Nicolas Baverez : « La France suicide son agriculture au moment où les grands pays investissent massivement. » Pour lui, il faut donc donner « la priorité à la souveraineté alimentaire », restaurer notre compétitivité et revaloriser « les revenus et l'image du métier d'agriculteur ». Vaste programme !

Jérôme Besnard

Électricité

L'affaire se passe à Entraygues-sur-Truyère (Aveyron) et on en découvre le détail dans l'hebdomadaire *Le Bulletin d'Espalion* du 4 mai dernier. Un moulin et son barrage, qui existaient déjà en 1373, ont été transformés en centrale hydroélectrique en 1902. Les deux turbines actuelles ont été installées en 1986 et fournissent de l'électricité pour environ 1 000 personnes (le village comptait 981 habitants en 2020). Les gérants de cette installation privée envisagent le remplacement, dans le bâtiment historique, des deux turbines qui sont obsolètes, et l'installation d'une troisième turbine dans le fond de la rivière, pour porter la capacité de production de 802 kW à 1991 kW. Cela suppose quelques aménagements, qui ont été détaillés dans un dossier déposé à la préfecture de Rodez le 11 mars 2022.

Les riverains et la mairie s'estiment copropriétaires du lit de la Truyère et craignent un saccage des rives de cet affluent du Lot. Le conseil municipal est vent debout contre « tout projet... qui porterait atteinte à l'environnement naturel et au patrimoine local et qui pourrait entraîner des nuisances pour le village. » Procès d'intention selon les gérants de la microcentrale. L'enquête d'utilité publique et le dialogue permettront peut-être de calmer les esprits. On en doute un peu car la situation n'a rien d'original.

C'est ainsi que la régie exploitant en Haute-Savoie la centrale hydroélectrique de Sallanches (6 millions d'euros investis pour une

puissance de 2,9 MW) a échappé, le 3 mai devant la cour d'appel de Lyon, à un jugement du tribunal administratif de Grenoble du 6 décembre 2022, qui ordonnait la destruction de ses installations à la demande de l'Association France Nature Environnement. Celle-ci refuse tout aménagement de la rivière éponyme au nom de la « continuité écologique. » L'affaire est loin d'être close et la centrale toujours à l'arrêt.

De l'électricité ? Tout le monde sait qu'on va en manquer, ne serait-ce que parce que les Européens ont décidé de passer au tout électrique en matière de véhicules à partir de 2035. Mais dès qu'il s'agit d'en produire, que ce soit par une microcentrale hydroélectrique (on estime à 20 000 le nombre d'anciens moulins encore existant, qui pourraient presque facilement produire de l'électricité si une réglementation tatillonne et des voisins vétilleux ne dissuadaient l'éventuelle bonne volonté des propriétaires), ou par des méga-Éoliennes voire, plus encore, une centrale nucléaire, personne n'en veut au seuil de sa porte. Et cela se comprend aisément. Mais alors, comment va-t-on faire ?

Et le lithium ?

Autre sujet. Pour ces fameux véhicules électriques, on va avoir besoin de lithium, métal nécessaire à la fabrication des batteries actuelles, qui est pour l'instant, presque entièrement sous contrôle australien, argentin et chilien, mais ce sont les Chinois qui maîtrisent sa transformation. Or du

lithium, il y en a dans le département de l'Allier, où le groupe français Imerys espère pouvoir commencer son extraction dès 2027. Il y en a aussi dans le Massif armoricain et, sous une autre forme, en Alsace... Qui peut penser que les riverains et les écologistes vont facilement supporter ce genre d'extraction et de traitement ? C'est consommateur d'eau et polluant...

Même le gouvernement serbe a dû renoncer, l'an dernier, à un projet de 2,3 milliards d'euros du groupe australo-britannique Rio Tinto d'exploiter une mine de lithium à Jadar, à la frontière avec la Bosnie. Cela aurait permis d'équiper un million de véhicules électriques. Les écologistes portugais, qui refusent le projet d'extraction à ciel ouvert dans la région agricole du Barroso au nord du pays, par la firme britannique Savannah Resources Pl, ne sont pas moins remontés. Les villages de Dornelas (250 habitants) et de Covas do Barroso (175 habitants) sont en première ligne : le pot de fer (lithium) contre le pot de terre (les écolo-paysans), mais ce n'est pas toujours le plus puissant qui gagne...

Et pendant ce temps, le producteur de batteries électriques et constructeur automobile chinois BYD projette d'installer une méga-usine en Europe... Chez nous ? Chez nos voisins ? Son concurrent chinois CATL (1/3 de la production mondiale de voitures électriques) est déjà présent en Allemagne et en Hongrie. La bataille sur les bords de la Truyère semble hors de proportions. Et pourtant !

Frédéric Aimard

SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE

Le 1^{er} juin 2023 à 19 heures – Université de Paris Dauphine – salle A 301 (3^e étage, nouvelle aile) aura lieu une conférence-débat intitulée : « *Marché de l'électricité : pour une dérégulation choisie par les États membres* » sera donnée par **Lionel Taccon.**

Ancien membre de l'état-major du programme nucléaire historique français, puis responsable régional de ce programme, collaborateur direct de Michel Hug, Directeur de l'Équipement EDF, directeur de ce programme. Ancien Délégué général aux Affaires Européennes d'EDF, Contrôleur Général Honoraire d'Électricité de France, Président de Géopolitique de l'énergie Cette conférence reprend l'étude que vient de publier, sous le même titre, la revue de l'énergie, de notoriété mondiale.

Inscription :

andrei.alex.victor@gmail.com

Cette conférence est placée sous l'égide du pôle énergie du Carrefour des Acteurs Sociaux et du groupe *Pour promouvoir une offre énergétique française en Europe*.

Impôts

Le 3 mai, un sondage Elabe, réalisé pour *Les Échos* et l'Institut Montaigne et intitulé « *les Français et le système fiscal* », a été publié. Les résultats sont forts instructifs et illustrent bien la grogne fiscale qui affecte notre pays.

Plus de la moitié de nos compatriotes (53 %) estiment ainsi donner plus au système qu'ils n'en reçoivent (le chiffre monte même à 61 % pour les redevables de l'impôt sur le revenu) contre seulement 8 % pour l'inverse.

Parmi les personnes interrogées, 42 % considèrent même que leur fiscalité a augmenté depuis l'accession d'Emmanuel Macron à la présidence de la République et bien que la baisse des impôts pesant

sur les classes moyennes demeure le cheval de bataille de la majorité.

Une écrasante majorité des Français (78 %) pensent également que le produit de leurs impôts est mal utilisé par l'État et les administrations en général. Notons également que seuls 22 % des sondés sont défavorables à une baisse de la dépense publique dans la totalité des items proposés.

D'une manière générale et en dépit des promesses de l'exécutif, le taux de prélèvements obligatoires ne baisse pas et reste bloqué autour de la barre des 45 % du PIB depuis 2013. Notre pays demeure d'ailleurs largement au-dessus de la moyenne de la zone euro (+ 4,8 % en 2021) en la matière.

La dépense publique, de son côté, peine à revenir à son niveau d'avant la pandémie (55,4 %), sans parler de celui d'avant la crise financière de 2008 (52,7 %). Aussi, l'objectif des 54 % énoncé par Bruno le Maire ne devrait-il pas être suffisant pour mettre fin au matraquage fiscal que subissent les Français, à l'heure notamment où le gouvernement fait des efforts désespérés pour améliorer le consentement à l'impôt.

Romain Delisle

Vengeurs démasqués

On connaît tous les héros récurrents que l'on admire dans la bonne humeur, de Zorro le vengeur masqué à Batman, qui combattent l'injustice et rendent leurs biens aux pauvres ou aux

humiliés. Ils sont bons enfants, comme nos revendicateurs au départ, avant l'explosion au final, et utilisent la force tout en étant pacifistes. La comparaison avec ceux qui défilent s'arrête là. Il y a une hypocrisie évidente avec nos syndicalistes qui estiment n'avoir aucune responsabilité dans les violences de fin de manif, tout en organisant ce qui est attendu sinon espéré pour faire pression et en rejetant la faute sur l'État titulaire de la violence légitime et qui protège ceux qui protestent. Dans la hiérarchie des droits celui de manifester n'est pas supérieur aux autres et il n'est pas un permis de tuer ou de blesser ou de casser. C'est un peu facile de dire on n'y est pour rien si des voyous agissent quand on a créé les conditions de l'affrontement, voire y avoir appelé au moins implicitement. Le prétendu déni démocratique se partage pour le moins.

La CGT, qui en tout voit du tragique et ne regarde pas à l'extérieur, la France selon elle étant le pays des damnés de la terre, avait décidé d'agir car la partie n'est pas terminée malgré la promulgation de la loi. Elle le sera d'après nos justiciers quand la réforme des retraites sera retirée. On verra. C'est la conception de la démocratie selon nos élites travailleuses. Je ne sais pas ce qu'en pense le contribuable car je n'ai pas l'oreille du quidam. Je vais me faire brancher un sonotone.

S'y est ajouté le fait que 9 joueurs non sélectionnés par le peuple mais titulaires pendant 9 ans ont confirmé le score d'autant plus facilement qu'ils sont en même temps les arbitres



suprêmes. Il n'y a pas de n° 64 parmi les sages constitutionnels. Mais une loi se revoit ou s'abroge c'est vrai. L'état de droit est acceptable quand il vous donne raison.

En politique l'adversaire c'est l'État qui incarne le peuple donc moi. Tout le monde paie pour la décision publique qu'elle soit bonne ou mauvaise. Et des nulles idéologiques on en a connu depuis des dizaines d'années. On ne citera personne.

Les spectateurs sont ravis quand le match a été vif, indécis sinon tendu. On félicite le vainqueur et les déçus se disent que la prochaine fois ils feront mieux. On ne réclame pas un penalty sur le tapis vert de la rue pour crier « on a gagné ». Les finalistes ne sont pas les mêmes chaque année. C'est le fair-play. Cela s'appelle aussi la démocratie.

Si c'est l'équipe de France on ne lui tire pas une balle dans le pied en affaiblissant l'exécutif en le paralysant et en hurlant à la vengeance, sinon tous les citoyens sont victimes. Les sondages ne font pas le résultat même s'ils donnent de l'espoir aux supporters.

Pour la coupe de France de football la CGT avait annoncé vouloir mettre un feu vengeur à la 49e minute et 3 secondes. Quelle imagination, quel talent ! C'est elle qui a pris un carton rouge pour avoir confondu sport – donc la joie, la fraternité dans l'effort, la compétition d'égaux – et défense d'intérêts corporatistes comme si elle détenait la vérité et était soutenue par les 78 000 sportifs présents. Ce fut un bide mais le match retour était prévu pour le 1er mai.

Des millions ou des centaines de milliers protestants pour un motif ou un autre dans la rue selon la CGT contre 12 000 policiers et gendarmes, l'issue était connue, le match plié surtout devant les caméras où tout est filmé. Tout étant considéré comme des bavures institutionnelles. La vengeance est un plat qui se mange froid, en l'occurrence ce fut brûlant. Je plains toutes les victimes et surtout les forces de l'ordre qui n'agissent que sur ordres et ne sont pas volontaires pour se faire démolir par des participants décrits comme forcément doux ! Mais aussi badauds admirant la représentation

sans broncher ou empêcher quoique ce soit. Toujours avec les mêmes acteurs en noir au milieu des drapeaux. Sans que l'on entende des cris de soutien ou de compassion pour ceux qui font leurs métiers. L'émotion va toujours dans le même sens. L'être humain est reconnu comme tel selon une géométrie variable.

Il ne peut y avoir de vengeurs ni masqués ni à visages découverts qui veulent faire payer un affront et obtenir réparations. De qui ? De l'État donc de moi, mais quelle faute ai-je commise ? Sinon aucune réforme n'est possible et il faudra agir dans l'urgence car les agences de notation et les faits sont têtus. Dans une société civilisée l'apaisement est la règle. Le rapport au travail s'est modifié il faut en tenir compte. Que l'on propose ce qui est possible et non démagogique. Sans boudier ni menacer. La Nation a besoin d'union. Les mécontents sont légion on ne les ignore pas mais la cause n'est-elle pas répartie entre l'État providence dans lequel nous vivons et le toujours plus des consommateurs que nous sommes devenus à la place d'être des citoyens avec des devoirs dont celui de modération ? Outre des événements de toute nature que nous ne maîtrisons pas. La démocratie qui doit faire coexister les antagonismes c'est discuter publiquement, prendre une décision légale contradictoirement, et s'y tenir. Négocier n'est pas trahir.

La violence physique, morale ou psychologique est intolérable quelles qu'en soient les raisons. Il n'y a que la vie qui vaille. La démocratie est fragile

■ **Polynésie** : L'indépendantiste Moteai Brotherson devrait être élu d'ici quelques jours à la tête du gouvernement qui va diriger les cinq archipels français du Pacifique Sud pendant les cinq prochaines années. Il compte organiser un référendum sur l'indépendance.

■ **Patronat** : Le successeur de Geoffroy Roux de Bézieu à la tête du Medef sera désigné le 6 juillet. Trois candidats ont déposé les 150 parrainages qualifiés à la commission électorale interne le 4 mai.

■ **Foot** : En battant le club de Troyes, 3 à 1, le 7 mai au stade de l'Aube, le Paris Saint-Germain s'est rapproché de son onzième titre de champion de France, avec six points d'avance sur Lens.

■ **Terrorisme** : Bryan Dancona, Niçois de 26 ans, un des premiers Français converti à l'islam à avoir rejoint Al-Qaïda en Syrie, s'est présenté début mai au consulat de France à Istanbul, pour réclamer son rapatriement en France.

■ **Numérique** : Le projet de loi de régulation du numérique est présenté en conseil des ministres le 10 mai. La question de l'accès des mineurs à la pornographie est loin d'être réglée.

■ **Jouets** : La société César, de Saumur, fondée en 1842, leader européen du déguisement, est en liquidation judiciaire. Elle faisait fabriquer ses produits en Chine depuis des décennies.

■ **Enseignement** : Deux bloqueurs très suivis, professeurs agrégés de philosophie, Franklin Nyamsi (Rouen) et René Chiche (Marseille), ont été suspendus d'enseignement pour trois mois par le ministère de l'Éducation nationale, qui a estimé qu'ils avaient enfreint leur devoir de réserve. Le ministre de l'Éducation Pap Ndiaye, s'en est justifié sur France 3, le 7 mai, en évoquant – et citant – leurs « *propos injurieux, complotistes et violents* ».

■ **Disparition** : L'écrivain Philippe Sollers est mort à 86 ans le 5 mai

le monde nous l'apprend, et voir la vie en sombre et tout contester est dangereux et contraire à un progrès nécessaire. Il me paraît contreproductif de vouloir un arc dit républicain qui arrangerait tout. Pour ne parler qu'entre soi, en initiés humanistes ou prétendus tels ? Ce qui est peu civique. Et le serait encore moins avec un scrutin à la proportionnelle intégrale comme exigé. Que fait-on de ceux qui n'en feraient pas partie et qui sont néanmoins des citoyens comme les autres que l'on l'admette ou non et qui jouent le jeu républicain ? Qui décide et au nom de quelles valeurs ? A-t-on le droit de poser la question ?

Il faut démasquer les vendeurs qui portent des faux nez et des fausses barbes. Ce sont des vrais antidémocrates, des semeurs de haine qui excluent. Notre société a besoin de plus de calme et de retour à la tolérance et au respect de l'autre. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas batailler verbalement pour trouver les solutions les plus consensuelles qui corrigent les inégalités et qui favorisent la redistribution. Mais l'autorité et l'ordre public doivent l'emporter. Car sans lois les libertés sombrent. Sans sanction tout s'aggrave.

Ce fut la fête au travail le 1er mai. Tout dépend bien sûr de ce qu'on entend par fête !

Christian Fremaux

Les silences

Andrea Riccardi est un laïc catholique, célibataire, né en 1950. On le reconnaît à sa courte barbe, à son imper mastic, sa démarche modeste, son éloquence sans effet, son sourire timide. Il est l'un des fondateurs de la communauté Sant'Egidio qui, depuis 1968, se caractérise par son engagement social à Rome puis dans le monde, des initiatives œcuméniques et antiracistes, et un travail diplomatique, plusieurs fois couronné de succès, pour la paix (au Liban, au Mozambique, en Algérie, au Guatemala, au Burundi, etc.). Andréa Riccardi a été ministre dans le gouvernement de Mario Monti (2011-2012). Un site internet le qualifie de « chrétien le plus influent du monde après le pape François » à cause de son fabuleux carnet d'adresses... Cela ne lui procure certainement aucun orgueil.

C'est surtout un universitaire, auteur d'un très grand nombre de travaux sur l'histoire récente de l'Église. Il connaît à fond les derniers pontificats, de Pie XI à François, grâce à une fréquentation assidue des archives et des témoins, il a été proche de Jean-Paul II... Sur Pie XII, il a déjà publié plusieurs livres, tendant à éclaircir les positions du « Pape Pacelli » durant la Seconde Guerre mondiale. Et voilà qu'il a pensé nécessaire d'en écrire un nouveau : « La guerre du silence, Pie XII, le nazisme, les Juifs »,

publié en France par les éditions du Cerf.

On sait en effet que ce pape, très populaire au lendemain de la Libération, pour sa proximité avec les Romains, sa sollicitude pour toutes les victimes des atrocités de la guerre et notamment pour son action de protection de nombreux Juifs, surtout ceux abrités dans des couvents à Rome, a vu cette popularité s'effriter, dans les années soixante, sous l'accusation d'être resté trop silencieux face à la Shoah. En vérité une accusation exactement du même ordre avait déjà été formulée, dans les années juste avant la guerre, par tout un milieu catholique polonais, concernant le sort de la Pologne, à qui le Pape aurait bien conseillé de céder à l'Allemagne nazie dans l'affaire du corridor de Dantzig, et où il n'était sans doute pas loin des positions « pacifistes » du socialiste français Marcel Déat (auteur du fameux article : « Mourir pour Dantzig ? » en 1939). On sait où cela conduisit ce pauvre Déat.

En 350 pages, Andrea Riccardi tente de refaire la genèse de « l'affaire », sans s'appesantir trop sur la pièce de théâtre « Le Vicaire » (1963, cinq ans près la mort de Pie XII), où Rolf Hochhuth a popularisé la thèse que Pie XII n'avait pas su régler son cas de conscience sur l'extermination des juifs face aux pressions de tous ordres, n'avait pas su avoir la parole

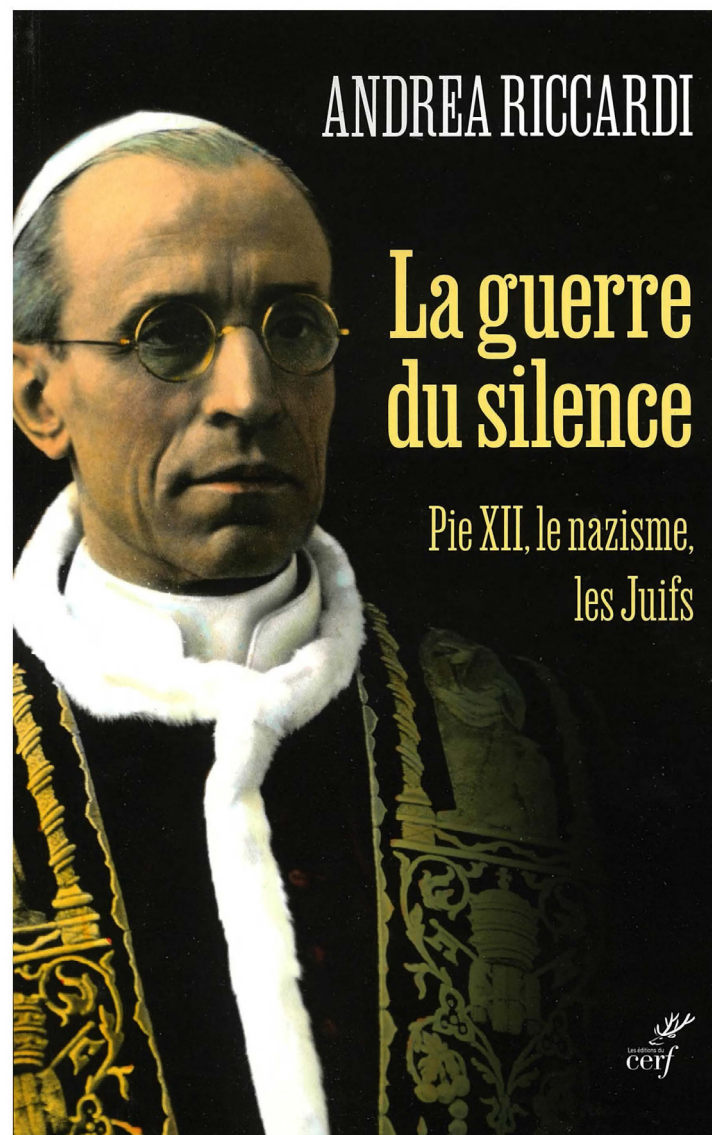
de Pie XII

prophétique que beaucoup attendaient de lui. L'historien revoit à frais nouveaux tout le dossier, d'abord celui de la défense plus ou moins maladroite, qui a pu évoluer avec le temps, avant l'ouverture complète – qu'il juge beaucoup trop tardive – des archives du Vatican. Il écrit sur le ton d'une conversation à bas bruit, sans jamais s'appesantir. Des révélations, il y en a certainement, mais évoquées en passant, à titre d'hypothèses parmi d'autres. Ainsi a-t-on beaucoup parlé d'un montage du KGB pour salir le Pape, mais l'historien croit entrevoir une source d'information plus proche d'une vengeance d'un prélat qui s'était beaucoup compromis avec les nazis... L'un n'empêche pas l'autre.

Le Pape, marqué par l'échec de son prédécesseur Benoît XV pour faire aboutir une tentative de paix séparée avec l'Autriche-Hongrie au cours de la Première Guerre mondiale, se voyait lui aussi, en Père de tous les peuples, en

arbitre impartial, dont le seul souci était celui de la paix, au risque donc d'un certain pacifisme. Le nationalisme lui était étranger. Son principal souci était de préserver le peuple chrétien dont il était le berger, en préservant des canaux diplomatiques et autres avec les différentes puissances qui s'affrontaient. Or ce n'était pas forcément ainsi qu'il était vu par les grands acteurs du monde.

Il faut se remettre dans le climat d'une époque où la mondialisation médiatique n'était qu'embryonnaire. Le Pape et son personnel très réduit (pas plus d'une trentaine de nonciatures alors, dont par exemple, une seule pour toute l'Afrique au Libéria...) comme assiégé dans un État dont le statut était bien peu considéré, avec un secrétariat dévoué mais quasi bénévole. À Rome, Mussolini, qui avait fait aboutir les accords du Latran en 1929, n'entendait pas remettre en cause ce succès diplomatique, qui confortait sa popularité auprès



des Italiens. Cependant, il avait fait savoir que ni le Roi, ni le Pape ne resteraient en place s'ils osaient s'opposer en quoi que ce soit à ses ambitions... Même son de cloche en pire à Berlin, où Hitler se

voyait bien faire enlever le Pape, tel un nouveau Napoléon, et dont chacun savait qu'il attendait impatiemment la victoire totale pour se débarrasser de toutes les religions – y compris, redécouvre-t-on dans le

La Nation Française

directeur de la publication : Frédéric Aimard

Rédaction-administration

60, rue de Fontenay 92350 Le Plessis-Robinson

Édité par Spfc-Acip

Siret 418 382 149 00015 Nanterre

N° TVA intracommunautaire FR21418382149

ISSN 2967-2988 - marque déposée à l'Inpi.

Imprimé par nos soins.

Abonnement numérique : 1 an = 20 euros
à l'ordre de Spfc-Acip.

Paiement par carte bancaire :

<https://buy.stripe.com/28o3eq3Re7RS3C000>

livre – les prétendus néopaganismes qui n'avaient, semble-t-il, pas son aval. Mais en attendant, Hitler ménageait son ami Mussolini qui avait besoin du catholicisme, ne serait-ce que dans son projet de coloniser la Croatie d'Ante Pavelić et son régime « national-catholique » (une expression qu'aime utiliser Riccardi pour caractériser aussi, par exemple, le régime de Mgr Tiso en Slovaquie, ou celui de l'amiral Horthy – dont il retient cependant qu'il était protestant – en Hongrie, mais aussi l'Action française de Charles Maurras...

Au registre des révélations discrètes : celles de ces approches du Pape par de hauts dignitaires allemands qui tentent d'utiliser ce canal pour tâter les Alliés sur la manière dont un assassinat d'Hitler pourrait permettre de préserver un certain nombre d'intérêts allemands. Cela vient de l'entourage de l'amiral Canaris au début de la Guerre, ou de l'ambassadeur Ernst von Weizsäcker, à la toute fin de la guerre. Le problème était que le Vatican n'avait aucune crédibilité particulière pour servir d'intermédiaire. À Londres, un fort préjugé antiromain le faisait voir comme entouré de partisans du dictateur italien, ce qui était faux. La Turquie n'avait pas non plus établi des relations diplomatiques avec

le Vatican, même si elle tolérait les agissements d'un chargé d'affaires très actif dans le soutien aux réfugiés juifs (le futur Jean XXIII). Il n'y avait guère que les États-Unis, à qui le Pape avait confié ses stocks d'or, qui entretenaient avec le Vatican une relation confiante. Même si elle a pu sans doute être ébranlée quand on démasqua un haut prélat qui travaillait pour l'Union soviétique (autre révélation discrète).

Ayant ainsi balayé un certain nombre de dossiers, et montré que la question avait pu se poser dans quasi les mêmes termes pour la Croix-Rouge ou la Confédération helvétique ou bien que les Alliés n'ont jamais fait passer la question du sauvetage des Juifs avant leurs objectifs purement militaires, Andrea Riccardi tente de se faire non pas juge, car cela lui semble inapproprié pour un historien –] même s'il salue au passage le *Pie XII* de l'historien français de gauche Pierre Milza qui avait conclu à un « non-lieu » à l'égard du Pape – mais clinicien, expliquant les motivations et les limites de chacun, non sans donner son avis, que le recul permet. C'est finalement sur la période d'après-guerre, mais juste avant le Concile Vatican II, qu'il se montre le plus sévère, sur l'incapacité du Pape, et de l'Église catholique à

trouver le ton juste face à la Shoah (ce terme, pour désigner le génocide des Juifs par les nazis, ne commence à être utilisé que dans les années soixante et n'est vraiment popularisé en France qu'avec le film documentaire éponyme de Claude Lanzman en 1985) et plus généralement face à l'existence même d'un peuple juif, dont la création de l'État d'Israël (1948) va être l'occasion de nouveaux cas de conscience, occasions de se taire ou de parler à mauvais ou bon escient. C'est toute la question douloureuse de l'antijudaïsme catholique, terreau de l'antisémitisme, terreau du nazisme... Maritain, le cardinal Journet et d'autres grands théologiens ou philosophes sont convoqués. On y voit même apparaître un tout jeune Olivier Clément, le théologien orthodoxe. On est là entre gens de bonne compagnie, qui donne à ce livre une conclusion sinon optimiste du moins ouverte et agréable à lire. Si vous n'avez pas encore d'opinion sur la question, vous pouvez commencer par ce livre. Il ouvre toutes les pistes et donne les conclusions les plus justes possibles à ce jour.

Frédéric Aimard

Andrea Riccardi, *La Guerre du silence. Pie XII, le nazisme, les Juifs*, traduit de l'italien par Nathalie Bouyssès, éditions du Cerf, 2023, 392 pages.

On peut voir actuellement sur la chaîne LCP un documentaire : *Vatican et Nazisme : coupables silences* ?

<https://www.dailymotion.com/video/x8ks0g4>

Heureusement le débat qui suit permet de relativiser certains de ses raccourcis tendancieux.

Nous finir

Il y a encore peu d'années les chantres du « *quoi qu'il en coûte* » plaidaient que les dettes occasionnées par ces dépenses inépuisables ne seraient jamais remboursées. « *La dette publique n'est pas vouée à être remboursée. Elle peut même augmenter* » disait un certain Baptiste Bridonneau dans *Les Échos* du 18 février 2020. Sur France Info, le 1^{er} juillet 2020, un membre des Économistes atterrés, Christophe Ramaux, soutenait : « *Un État ne rembourse jamais sa dette, il fait courir sa dette. Tous les États modernes font ça* ». Alors évidemment la France pouvait s'endetter sans souci ! Sauf que ça ne marche pas.

Un pays rembourse toujours sa dette, et toujours dans la souffrance quand elle est excessive. Il peut la rembourser en faisant faillite, c'est-à-dire en cessant de payer ses échéances. Il perd alors tout crédit et n'obtient plus de financement, ce qui l'oblige à une cure d'austérité drastique. Il peut rembourser en « *monnaie de singe* » s'il connaît une inflation importante qui ruine les épargnants et les retraités au passage. Dans les deux cas il appauvrit le pays et sa population. Il peut encore essayer de réduire lui-même son déficit par des mesures fortes d'économie. Mais la France en est-elle encore capable ?

LA NATION FRANÇAISE

Sommaire du n° 30 : Page 1 : Sacre. P. 2 : Sacre (2). – Tout faux ! P. 3 : Meloni courtisée par Sunak. – Lectures. – P. 4 : Le rêve d'Icare. P. 5 : Inflation – Agriculture. P. 6 : Impôts. – Vengeurs démasqués. P. 8 : Les silences de Pie XII. – P. 11 : Nous finirons écrasés par une montagne de dettes. – P. 12 : Théâtre : « Y'a quelqu'un ? » – Courrier.

ons écrasés par une montagne de dettes

par Jean-Philippe Delsol, avocat, fiscaliste,
président de l'Institut de recherche économique et fiscale (Iref)

Des dépenses sans compter

M. Le Maire s'essouffle à prôner des économies. Son programme de stabilité budgétaire (PSTAB) pour la période 2023-2027 prévoit un retour du déficit public sous le seuil de 3 % de produit intérieur brut (PIB) à l'horizon 2027, mais les projets de dépenses se multiplient sans compter.

Le 26 avril, Mme Borne a annoncé un programme attrape-tout pour supprimer totalement la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) début 2024, atteindre un million d'apprentis en fin de quinquennat, payer les élèves des lycées professionnels en stage, maintenir le bouclier tarifaire jusqu'à la fin de l'année 2023, développer le photovoltaïque, accélérer le nucléaire, investir 100 milliards d'euros dans le ferroviaire d'ici à 2040, mettre en place un *leasing* social de véhicules électriques à un prix intéressant début 2024, prévenir les incendies de forêt, définir des champs prioritaires concernant l'éducation et la jeunesse, la recherche, la santé et la petite enfance, le handicap et l'accessibilité, le logement, la ville, la ruralité, les services publics et la Fonction publique, le sport et enfin les territoires ultramarins. Elle veut encore lutter contre

la précarité menstruelle, rehausser les rémunérations des professeurs, augmenter les places d'infirmerie, améliorer la vie quotidienne de nos aînés, expérimenter une force aux frontières contre l'immigration illégale, renforcer les moyens des ministères de la Justice (10 000 personnes supplémentaires et mise en place d'une aide universelle d'urgence pour les victimes de violences intrafamiliales) et de l'Intérieur : pas moins que 200 brigades de gendarmerie sur les territoires, pour une plus grande proximité auprès des citoyens, des forces d'actions républicaines (?) et 500 fonctionnaires supplémentaires à Mayotte.

Elle propose enfin de déployer le Service national universel (SNU) dès l'an prochain, pour un coût de 2 Md€ par an.

Au même moment, l'État veut engager des dépenses pharaoniques pour assurer une transition climatique peut-être inutile et sûrement ruineuse. Il continue par ailleurs de supporter des charges de retraite colossales, de l'ordre de 120 Md€ par an en sus du déficit apparent. Et la détérioration du contexte international, où la guerre redevient le moyen de communiquer entre États, obligera très vite à renforcer significativement nos moyens militaires.

Mais il n'y a guère d'annonces d'économies !

Des finances étranglées. Pourtant, l'argent déversé par les banques centrales et les gouvernements, et l'inflation qui s'est ensuivie, ont créé de nouveaux risques bancaires et rehaussent significativement les taux d'intérêt qui vont peser sur le budget. La dette de l'État est en partie (12 %) indexée sur l'inflation et elle se renouvelle chaque année pour environ 10 % de son montant. Ainsi, l'État devra lever en 2023 environ 270 Md€ de dette nouvelle (10 Md€ de plus qu'en 2022).

Et les intérêts augmenteront d'autant plus vite que la Banque centrale européenne arrêtera à compter de juillet 2023 ses réinvestissements au titre de son principal programme d'achat obligataire et qu'elle augmente ses taux directeurs, celui des opérations principales de refinancement étant passé de négatif il y a dix-huit mois à 3,75 % à effet de ce 10 mai.

D'ici 2030, le service annuel de la dette devrait doubler, sans doute plus de 60 Md€ contre moins de 30 en 2020 en comptabilité nationale. Il pourrait tripler si les taux poursuivaient leur ascension.

Alors comment croire le gouvernement qui promet toujours de réduire demain le déficit public

qui continue de prospérer : il est prévu à hauteur de 4,9 % du PIB en 2023 alors qu'il était de 4,7 % en 2022. L'agence Fitch, qui a dégradé la notation de la France à AA-, est même plus pessimiste et prévoit 5 % en 2023.

La dette publique française s'élevait fin 2022 à 2950 Md€. Le gouvernement table, grâce notamment à l'inflation, sur un reflux de son endettement à 108,3 % de son PIB fin 2027, mais l'agence Fitch n'en croit pas un mot et craint qu'il n'atteigne à cette date 114,3 % du PIB.

Le seul moyen de réduire nos dettes est de réduire nos dépenses, notamment sociales.

D'autres pays plus ou moins riches, de diverses tailles, ont des niveaux d'endettement 2 à 3 fois inférieurs au nôtre, des pays Baltes (24 à 51 %) à la Suisse (36 %), la République tchèque (48 %), le Danemark (50 %), la Nouvelle-Zélande (53 %), la Suède (59 %).

Ils ont moins de dettes parce qu'ils sont plus raisonnables et ont sans doute des gouvernements moins démagogues.

À défaut de faire aujourd'hui un effort significatif de réduction de nos dépenses publiques, nous serons écrasés demain par notre montagne de dettes et contraints à une austerité douloureuse, à la grecque. ■

Y'a Quelqu'un ?

par Guillaume
d'Azémar de Fabrègues

Angélus, le clown d'Hervé Langlois, se retrouve seul le jour de son anniversaire. Tendre et attachant, il souffre, s'angoisse, et emporte le spectateur sur des montagnes russes, entre empathie et tristesse.

Sur la scène, une chaise en bois. Les traces d'une fête : boules de papier, sarbacane, bouteille. Des lunettes géantes, pailletées. Joyeux anniversaire. Dans l'obscurité, des grommellements, des borborygmes. Un pouet. C'est Angélus, le clown, qui joue avec son ombre. Qui se duplique, se triplicque. Il explore la scène. Découvre les lunettes. Joyeux Anniversaire... Mais... Y aurait pas eu un anniversaire ? Ici ? Sans moi ?

C'est l'anniversaire du clown Angélus, et personne n'est là, personne ne lui fait signe. Alors il souffre. Partage sa souffrance. Jusqu'à ce qu'il trouve la solution pour combler sa solitude.

Aux premiers borborygmes, j'étais dans l'univers de La Linea, le personnage inventé et dessiné par Osvaldo Cavandoli. Une première séquence savoureuse. Comme, à la fin du spectacle, j'étais cet enfant solitaire qui s'invente un monde où il est comblé. Deux moments où Hervé Langlois, ou plutôt son clown Angélus, m'a emporté, où l'empathie était totale.

Chaque séquence a commencé par m'embarquer dans l'exploration de la solitude d'Angélus, de sa souffrance, parfois de son angoisse. Il y a des moments magiques, il joue avec les mots, dessine la terreur de l'enfant que personne n'appelle le jour de son anniversaire... Peut-être sa mère ? même pas. Oublié même par sa mère. Montée dans l'empathie, la séquence étirait ma tristesse à la descente, parfois j'attendais la suivante. Un peu comme des montagnes russes, une montée dans l'empathie, une première descente, suivies de vagues qui amortissent l'énergie résiduelle, et là on attend un peu ce qui va venir. Je suis aussi certainement passé à côté de nombre de citations, je n'avais pas la référence pour les explorer, ni le souvenir qui remontait.

Un avis partagé, donc. Angélus est tendre, attachant, sa solitude et ses angoisses vont chercher l'empathie du spectateur, l'emplissent d'une tristesse sincère, le laissent partir rassuré. Avec un bémol sur l'étirement des séquences. ■

Au théâtre de Belleville, 94, rue du Faubourg-du-Temple, 75011 Paris, jusqu'au 27 mai 2023. Vendredi, samedi : 19h15. Durée : 1h00. Texte : Hervé Langlois. Avec : Hervé Langlois. Mise en scène : Elsa Eskenazi, Hervé Langlois. Visuel : Jérôme Barbossa. Théâtre de Belleville.



Clap de fin

La semaine dernière, nous annoncions, en page 10, que nous ne nous sentions plus désormais tenus de publier chaque semaine ce bulletin de La Nation Française. Comme nous l'avions prévu, il y a eu très très peu de réactions. Cela confirme ce que nous savions. Nous avons certes peu d'abonnés (bonjour les radins !), mais encore moins de lecteurs, du moins un peu attentifs (bonjour les endormis !). À qui la faute ? À nous bien sûr. Sans doute aurait-il fallu faire un effort de maquette. Et un effort de communication... Mais ceux à qui nous nous adressons savent bien ce que nous voulons leur dire. Simplement, ils ont leurs propres préoccupations, leurs propres œillères. Bon, on a encore fait un numéro et on en fera peut-être encore quelques-uns. Il est difficile d'arrêter un train qui « fonce ». Et puis nous avons un certain plaisir à mettre en page ces articles dont nous disposons. Au moins ne pourra-t-on pas dire que c'est faute de contenu, que nous baissions les bras. Mais faute d'être suivis ou même regardés... Ce n'est pas la première fois que cela nous arrive. Voici tout de même deux extraits des quelques rares courriels sympathiques reçus, qui se complètent bien.

F.A.

[...] Ah, c'est bien dommage, c'est une belle publication, mais à la périodicité trop ambitieuse ! Ceux qui la lisent sont souvent ceux qui voudraient la lire mais dont le temps est très compté car ils lisent déjà de nombreux titres, et travaillent trop.

À bientôt j'espère cependant. Je découvre "La Mousson d'été", à laquelle je me rendrai peut-être car c'est une belle idée de destination estivale.

Salutations patriotiques.

Jean-Michel D.

[...] Trop à lire. Pas le temps de lire... Rassurez-vous la remarque doit valoir aussi pour bien d'autres journaux militants et même pour ceux qui ne sont que bimensuels, mensuels voire trimestriels ! À se demander pourquoi on continue à s'emmerder à faire des journaux. Les réseaux sociaux, c'est quand même beaucoup mieux, on picore trois phrases où l'on veut – de préférence ce qu'on pense déjà et ce qui nous conforte dans nos conneries

– et on peut dormir tranquille !

Olivier F.